

Paris,
Le 24/03/2026

Communiqué de presse



La CR s'oppose à tout volet agricole dans un futur accord de libre-échange UE-Australie

Alors que la FNSEA et les JA se vantaient d'une « grande victoire » pour avoir prétendument obtenu la suspension temporaire de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, la réalité est toute autre : ces annonces tonitruantes masquent mal une **passivité totale des pouvoirs publics français face à la succession des accords commerciaux qui fragilisent l'agriculture française, le prochain en date étant envisagé avec l'Australie** où s'est rendue à cet effet Mme von der Leyen. La « victoire » de la FNSEA et des JA ressemble plus à un écran de fumée qu'à une réelle défense des éleveurs, laissant les territoires et leurs producteurs à terre, comme impuissants à conjurer le sort qui leur est fait.

Quant à M. Emmanuel Macron, qui a eu les moyens de la présidence de la République entre ses mains depuis 2017, il a laissé passer cette succession d'accords de libre-échange sans lever le petit doigt, mettant sur le billot l'agriculture française et abandonnant les éleveurs au profit des intérêts industriels et géopolitiques de certains de nos voisins.

La section Viandes de la Coordination Rurale exprime sa colère et sa profonde indignation à la suite de la conclusion annoncée de l'accord commercial entre l'Union européenne et l'Australie. Une nouvelle fois, l'agriculture française, et en particulier ses éleveurs bovins et ovins, sert de variable d'ajustement dans une négociation géopolitique qui la dépasse et la sacrifie.

Derrière cet accord, présenté comme stratégique, se cache une réalité beaucoup plus brutale pour les territoires d'élevage. L'UE accepte d'ouvrir davantage son marché à des viandes produites selon des standards différents des nôtres, avec des coûts de production sans commune mesure avec ceux imposés aux éleveurs français. Cette décision revient à organiser une concurrence déloyale assumée au détriment de celles et ceux qui nourrissent la population.

Après des accords commerciaux avec la Nouvelle-Zélande, le Mercosur, le Chili, le Mexique voici maintenant l'Australie. **Les éleveurs français constatent une accumulation de concessions agricoles successives qui fragilisent un peu plus chaque jour leur avenir et celui de leurs territoires.**

L'argument avancé pour justifier ces concessions est clair : sécuriser l'accès européen aux minerais critiques, à l'énergie et aux technologies de demain. **La Coordination Rurale refuse que l'agriculture et l'alimentation deviennent la monnaie d'échange d'une politique industrielle qui privilégie des ressources destinées à soutenir une fuite en avant technologique toujours plus consommatrice, toujours plus polluante et dont le caractère vital pour la souveraineté alimentaire des peuples reste largement contestable.**

Paris,
Le 24/03/2026

Communiqué de presse



Produire une alimentation saine, tracée, sûre et de proximité est une mission essentielle. Elle relève de l'intérêt stratégique supérieur d'un pays. En affaiblissant ses éleveurs, l'Union européenne fragilise directement sa souveraineté alimentaire et sanitaire. **Accepter l'entrée de volumes supplémentaires de viande bovine et ovine australiennes dans un contexte déjà marqué par divers accords internationaux constitue une décision irresponsable** dont les conséquences économiques et territoriales seront durables.

Les éleveurs ne peuvent pas être les perdants systématiques des accords commerciaux successifs. Cette accumulation de concessions agricoles traduit une vision politique où la production alimentaire européenne devient secondaire face aux enjeux industriels et géopolitiques.

La Coordination Rurale section Viandes demande que la France s'oppose clairement à toute ratification de cet accord et exige que la souveraineté alimentaire, la santé des consommateurs et la survie des filières d'élevage soient enfin considérées comme des priorités non négociables.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE